



Liste des ateliers et des modules

Modules

- 1 *L'information comme vecteur de transformation sociale*
- 2 *Femmes-hommes : changer la donne !*
- 3 *Quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale ?*
- 4 *Nous n'avons qu'une seule planète !*
- 5 *Solidarité internationale et opinion publique : de l'indifférence à la prise de conscience*
- 6 *Quelle régulation des activités des entreprises multinationales ?*
- 7 *Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?*
- 8 *Sortie de crise financière : quelle continuité et quels changements ?*
- 9 *Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires*
- 10 *Droits de l'homme et dignité : à chacun son rôle*
- 11 *Lutter contre l'accaparement des terres : des mobilisations locales au renforcement du droit international*

Ateliers

1	<i>Regards croisés sur des stratégies différentes de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest</i>
2	<i>Commerce équitable : des formes multiples pour une sortie de crise globale</i>
3	<i>Femmes et hommes face à l'eau - quand la « gouvernance écologique » rencontre les enjeux sociaux : genre et eau</i>
4	<i>Pour un développement économique et social soutenable en Afrique : le rôle de la finance solidaire</i>
5	<i>Education au développement et à la solidarité internationale (EAD SI) et éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) en milieu scolaire : renforcer nos stratégies de plaidoyer et nos démarches éducatives</i>
6	<i>Les Biens mal acquis</i>
7	<i>La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (partie 1 : les enjeux)</i>

8	<i>Associations de solidarité internationale et organisations syndicales de salariés : quelles relations ONG-entreprises ?</i>
9	<i>Dix ans de processus des Forums sociaux mondiaux, et maintenant ?</i>
10	<i>Le double enjeu du numérique : éducatif et écologique</i>
11	<i>Acteurs et chercheurs : les nouvelles voies de la coopération. Exemples de la pêche, de l'éducation et du numérique</i>
12	<i>Modes de consommation et de production alternatifs en réponse à la crise : les consommateurs ont le pouvoir</i>
13	<i>Les Philippins à table : quels droits au menu ?</i>
14	<i>Engagement et compétences dans l'économie sociale et solidaire</i>
15	<i>Produire et se nourrir près de chez soi</i>
16	<i>Palestine : Droit international, éthique politique, solidarité citoyenne</i>
17	<i>Justice environnementale : quelles perspectives pour la solidarité internationale ?</i>
18	<i>Une économie équitable : clé d'accès aux libertés, pour TOUTES et pour tous ?</i>
19	<i>Europe et Amérique latine : problématiques contemporaines et propositions alternatives</i>
20	<i>Les enjeux écologiques : leviers de dynamisation de la solidarité internationale en régions</i>
21	<i>Les paradis fiscaux et judiciaires, trous noirs de la finance mondiale et de la solidarité citoyenne</i>
22	<i>La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (partie 2 : les outils)</i>
23	<i>En route vers le Forum social mondial de Dakar 2011</i>
24	<i>Les biens communs de la connaissance</i>
25	<i>Comment passer d'une société du « beaucoup avoir » à celle du « bien vivre » ?</i>
26	<i>Alternatives alimentaires locales</i>
27	<i>Les liens de Solidarité avec les mouvements de défense de la démocratie en Afrique</i>
28	<i>La Culture de Paix comme approche de la solidarité internationale</i>
29	<i>Pour des audits de la dette du Nord et du Sud</i>
30	<i>Palestine : les moyens de la solidarité internationale</i>
31	<i>Les semences paysannes, une volonté et des expériences à partager au Sud et au Nord</i>
32	<i>Le monde change... et nous ? Dialogue avec le Mouvement de l'Économie Solidaire sur les enjeux des luttes pour une démocratisation des sociétés, du Nord et Sud</i>

I. Les modules

1. L'information comme vecteur de transformation sociale

Ce module traitera de l'émergence des « nouveaux médias » (alternatifs, indépendants, libres, citoyens...) et de leur rôle en terme de mobilisation sociale, particulièrement du point de vue des associations de solidarité.

Existe-t-il des médias « nouveaux », en marge des médias traditionnels ? L'information produite ou diffusée par les associations de solidarité internationale (ASI) entre-t-elle dans le champ de ces nouveaux médias ? La contre-expertise véhiculée par les ASI a-t-elle des capacités mobilisatrices ? Comment les associations s'approprient-elles les outils numériques pour produire de l'information et pour quels objectifs ?

A partir des expériences de journalistes et d'acteurs associatifs impliqués sur la question de l'information citoyenne, nous analyserons les conditions possibles pour faire de l'information un des leviers du changement social.

-Déroulé :

Matinée 1 : alternatifs, indépendants, non commerciaux, libres : panorama des « nouveaux médias »

- ▶ *Y aurait-il des médias "nouveaux" (non traditionnels) ? Comment se différencient-ils des médias traditionnels ? (Qu'entend-t-on par « médias traditionnels » ?)*
- ▶ *État des lieux sur ces sources d'information alternative et/ou indépendante : acteurs, supports et modèles économiques.*

Matinée 2 : informer pour mobiliser ? Enjeux autour de l'information produite et diffusée par les ASI

- ▶ *Le rôle des ASI dans la production et la diffusion d'informations (la « contre-expertise »)*
- ▶ *L'information produite par les ASI : quels types d'informations et pour quels publics ?*
- ▶ *Capacité à toucher des publics autres que les militants ? Quelles conditions pour percer hors des cercles d'initiés ?*
- ▶ *Fonction pragmatique (effets mobilisateurs/démobilisateurs ?) des supports d'information produits ou diffusés par les ASI en terme de transformation sociale ?*
- ▶ *Quelle articulation entre enjeux locaux et solidarité internationale ?*
- ▶ *Quelles alliances possibles (entre ASI, producteurs ou réalisateurs autonomes, journalistes...) sur la question d'une information citoyenne, sa portée et ses effets ? Un regroupement international des médias citoyens est-il possible ?*

Matinée 3 : les TIC au service d'une information citoyenne ?

► *Quelles transformations induites par l'usage des réseaux (ou médias) numériques ? Quels changements dans leur rapport à l'information pour les ASI ? Modèle économique ?*

► *Mise en réseau, nouveaux outils techniques, mutualisation des contenus au service des ASI. Présentation d'outils de mutualisation (Scrutari, Coredem...).*

► *Nouvelles opportunités de production, de diffusion et d'usages collaboratifs d'une information citoyenne.*

-Organisé par : Ritimo, Bastamag, Altermondes, Syfia, CCFD – Terre solidaire, Vecam, Iteco.

2. Femmes-hommes : changer la donne ?

Égalité hommes/femmes : enjeu secondaire ou dimension clé pour un autre monde ?

La « crise » ne serait-elle pas une chance ? Il s'agit peut-être d'une occasion pour questionner les causes profondes qui maintiennent les inégalités entre les différentes franges de la société ?

Parmi elles, les inégalités femmes/hommes, des inégalités qui se retrouvent partout, au-delà des frontières Nord/Sud. On nous dit que l'égalité entre les sexes est un enjeu secondaire face à « d'autres priorités » : les conflits armés, la mondialisation, le réchauffement climatique, etc.

Or, ces priorités ont un point commun : elles impactent les hommes et les femmes de façon inégale. Pourquoi ? Comment ? Le moment est peut-être venu de s'interroger sur cette « autre crise » permanente et latente.

Ne faut-il pas voir dans l'égalité effective des droits des femmes et des hommes, non seulement une fin en soi, mais aussi un moyen de construire un autre monde, de repenser un système économique massivement marchand, de favoriser une profonde transformation sociale ici et là-bas en levant nos « barrières mentales » les plus profondes et, malgré la complexité que cela peut représenter, en s'inscrivant dans des dynamiques sociales internationales conjointes Nord/Sud.

-Déroulé :

Matinée 1 : Culture contre universalisme. Le féminisme transcende-t-il les cultures ?

Matinée 2 : Enjeux de pouvoir à tous les niveaux. Les relations de pouvoir dans les sphères privées, publiques et associatives en question.

Matinée 3 : Remettre en question le modèle économique actuel et la division sexuelle du travail.

-Organisé par : Peuples Solidaires, Genre en action, CRID, Enda Europe, Aster International, AFED

3. Quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale ?

L'intérêt des jeunes de s'engager en faveur de la solidarité internationale est manifeste. Mais c'est aussi un défi pour le monde associatif qui ne sait pas toujours comment s'y prendre ou qui n'a pas toujours conscience du potentiel d'engagement des jeunes adultes pour la solidarité internationale.

Le module se décline autour de trois temps forts :

► *Le monde associatif de la solidarité internationale et les jeunes adultes :*

L'intérêt des jeunes à s'engager en faveur de la solidarité internationale ne cesse de grandir, défendre des causes qui leur sont chères, agir pour un monde plus juste, chercher à s'inscrire dans des actions de développement durable font souvent partie de leurs objectifs.

Pourtant, les jeunes, les responsables associatifs, de structures jeunesse, les élus en charge des politiques jeunesse se questionnent souvent sur le bien fondé et le réel impact de ce type de projets portés par les jeunes.

Nous pensons donc qu'il faut chercher à informer, accompagner l'ensemble des jeunes mais aussi ceux qui les entourent à s'ouvrir au monde et aux autres dans l'objectif de construire des individus qui seront demain les acteurs du changement et peut être d'une sortie de crise

Objectifs : Décrypter les modes d'engagement des jeunes adultes dans la SI au Nord et au Sud. Comprendre le fonctionnement du monde associatif de la SI et sa capacité à prendre en compte les attentes des jeunes en matière d'engagement.

Modalités :

- 1. Échanges par petits groupes sur les observations / représentations des participants en matière d'engagement des jeunes.*
- 2. Apports à la réflexion par des témoignages de jeunes sur leur engagement (comment ils s'engagent et pourquoi ils ont choisi de le faire en créant leur propre association étudiante)*
- 3. Éléments sociologiques sur le fonctionnement du monde associatif de la SI qui ne permet pas toujours aux jeunes de prendre part au projet associatif.*
- 4. Éléments sur la structuration des jeunes au Sud et les ponts entre jeunes adultes et milieu associatif de la SI au Sud ? Témoignages des partenaires internationaux.*

► *Comment accompagner les projets de SI des jeunes adultes ?*

Inscrire sur son territoire, dans son association un projet en direction de la jeunesse dans le champ de la solidarité internationale, cohérent et en lien avec les autres acteurs demande de prendre en compte les souhaits et les spécificités des jeunes. De nombreuses démarches d'accompagnement allant dans ce sens existent au Nord et au Sud et s'articulent autour de mêmes valeurs.

Objectif : Échanger autour des démarches d'accompagnement des projets de SI des jeunes adultes.

Modalités : Temps d'échange sur la méthodologie de projets de jeunesse et de solidarité internationale par le biais d'un cdrom créé à cet effet. Sous forme de « tables tournantes » : différents acteurs (Nord et Sud) sont invités à présenter leur démarche d'accompagnement des projets de SI portés par des jeunes. Les participants peuvent naviguer entre les différentes « tables » pour échanger avec les acteurs d'accompagnement de projets de jeunes. Le point de vue de partenaires Sud sera particulièrement intéressant autour de comment accompagner des groupes de jeunes du Sud qui reçoivent des groupes de jeunes du nord.

► *Le voyage de jeunes comme outil d'Education au Développement :*

Au retour d'un voyage, les jeunes sont en général en demande d'activités donnant une suite à leur projet, à leur investissement citoyen. S'engager sur des actions de solidarité locale, d'éducation au développement dans l'objectif de faire partager ce que l'on a vécu devient une nécessité. Pour faire changer les mentalités, pour que les a priori tombent, pour participer au mieux vivre ensemble et créer du lien social ceux-ci s'engagent et deviennent acteurs de dynamiques locales.

Objectif : Valoriser l'importance des voyages et projets de jeunes qui peuvent être « déclencheurs » d'un investissement dans l'éducation au développement et contribuer à la construction de ponts interculturels et à l'émergence d'une citoyenneté mondiale.

Modalités : Témoignages de jeunes adultes : qu'est-ce que le voyage a changé pour vous ? Comment s'inscrit-il dans un parcours personnel ?

Apports en sociologie comparée de la jeunesse sur les modes d'entrées dans la vie adulte, Au Danemark par exemple, où la jeunesse est vécue comme un temps long d'exploration et d'expérimentation dans une logique de développement personnel. Le voyage et la rencontre interculturelle y ont toute leur place.

Démarches de préparation au départ, présentation d'outils pédagogiques au Nord et au Sud.

Des ateliers de prise de parole, des intervenants, une foire aux expériences d'accompagnement, des participations de partenaires, des témoignages de jeunes viendront rythmer ce module ouvert à tous ceux mobilisés par l'enjeu de l'engagement des jeunes adultes et la solidarité internationale ici et là-bas.

-Organisé par : Cool'eurs du Monde, CCFD - Terre Solidaire, Starting Block, Etudiants et Développement, Ritimo.

4. Nous n'avons qu'une seule planète !

Comment définir un modèle de développement écologiquement soutenable et socialement juste ? Une réflexion autour du partage des ressources naturelles, de la surconsommation et de la nécessité de contrôler l'activité des multinationales.

L'exploitation des ressources de la planète génère non seulement pollution, épuisement des ressources, dérèglement du climat et extinction des espèces, mais aussi pauvreté, inégalités et mal développement. En comprendre les causes et prendre conscience de l'impasse dans laquelle nous mène notre modèle de développement est nécessaire afin de redéfinir des modes de production et de consommation qui soient écologiquement soutenables et socialement justes. C'est l'objectif de ce module, dans la perspective de la campagne qui sera lancée par le réseau « Une seule planète ».

-Organisé par : CRID, AITEC - IPAM, Artisans du monde, Les Amis de la terre, CNCD 11.11.11, laboratoire Gecko – Paris X Nanterre.

5. Solidarité internationale et opinion publique : de l'indifférence à la prise de conscience

Informé, éduqué, interpeller, convaincre... comment sensibiliser durablement les populations à la solidarité internationale, quand les impacts de la mondialisation sont de plus en plus concrets dans nos quotidiens ?

- ▶ Décrypter les concepts d'« opinion publique » et préciser le champ de la solidarité internationale à la lumière du contexte actuel.
- ▶ Mieux comprendre les représentations que les gens se font des pays du Sud, de la mondialisation et de la solidarité.
- ▶ Étudier les différents mécanismes collectifs et individuels, qui freinent la conscientisation du côté du public et du côté des acteurs.

C'est sur cette base que nous tenterons de mieux prendre en compte les préoccupations et les caractéristiques des « publics-cibles » de nos actions de sensibilisation, afin de développer diverses stratégies pour sortir du cercle des convaincus, être « entendus » tout en restant « à l'écoute », associer le fond et la forme...

Nous réfléchirons aussi sur les outils permettant d'évaluer l'impact de nos actions de sensibilisation sur les publics et, à plus long terme, sur notre objectif de transformation sociale.

Des intervenants, études de cas et ateliers pratiques viendront illustrer ces réflexions..

-Organisé par : La coordination nationale de la Semaine de la Solidarité Internationale, la plateforme EDUCASOL.

6. Quelle régulation des activités des entreprises multinationales ?

Ce module vise à comprendre les enjeux d'une régulation contraignante des activités des entreprises multinationales au regard de leurs impacts sociaux et environnementaux dans les pays du Sud.

Le module est à destination des militants de la solidarité internationale, mis en œuvre par les syndicats et les ONG. Il a pour objectif premier de fournir les clés pour comprendre les enjeux posés par l'impact économique et social des activités des entreprises multinationales sur les pays d'accueil.

Dans ce cadre, ce module s'appuiera sur divers exemples pratiques. Il exposera les analyses, les mobilisations et les propositions des organisations de la société civile, du Sud comme du Nord, sur ce sujet. Il présentera aussi les principaux mécanismes juridiques qui peuvent être mis en œuvre à l'encontre de sociétés multinationales. Il fournira encore, par le biais d'une mise en situation des participants, des méthodes pour analyser la communication institutionnelle des entreprises quant à leurs impacts sociaux et environnementaux.

-Organisé par : Sherpa, CCFD – Terre solidaire, Les Amis de la Terre, Peuples Solidaires (en tant que membres du Forum citoyen pour la RSE).

7. Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

La crise financière a confirmé la vulnérabilité des pays en développement les plus dépendants du contexte économique international et de financements externes. En jeu : leur liberté à choisir leur modèle de développement.

Depuis plusieurs années, les ONG ont développé un discours de plus en plus critique quant aux ressources extérieures de financement du développement.

A force de dénoncer les perversions de l'aide, de l'endettement, des politiques néolibérales imposées par le FMI et la Banque mondiale et de l'ouverture commerciale, certaines en sont venues à mettre de plus en plus l'accent sur l'importance des sources internes.

A travers ce module, nous vous invitons à pousser, ensemble, le raisonnement un peu plus loin :

- ▶ *Les pays en développement devraient-ils se passer du recours à l'aide ? A l'endettement ?*
- ▶ *Qu'ont à gagner les pays en développement en attirant l'investissement des entreprises étrangères ?*
- ▶ *Fiscalité, rentes pétrolières et minières, banques de développement, épargne domestique, offre de crédit... Quelles alternatives ?*

-Organisé par : CCFD – Terre solidaire, AITEC - IPAM, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde (CADTM), Secours Catholique, Oxfam France Agir ici.

8. Sortie de crise financière : quelle continuité et quels changements ?

Si la crise financière semble passée, le système financier n'a en rien été réformé. Quels sont les changements nécessaires pour un système financier au service du développement durable et de la solidarité internationale ?

La crise financière valide les analyses portées par le mouvement altermondialiste, qui voit la crise financière comme une crise systémique.

Cependant, le changement de cap attendu ne se valide pas dans les faits et l'attention se focalise sur les banques.

Alors que la crise financière peut offrir des fenêtres d'action, l'objectif sera d'identifier les enjeux et les pistes porteuses sur les sujets suivants : pour des banques différentes et vers une limitation de leur pouvoir et de leurs prises de risques ; pour un système financier plus juste qui dépasse la domination du Nord vers le Sud ; pour des taxes globales sur la finance au service du développement, de la lutte contre le changement climatique et contre la spéculation financière.

-Organisé par : AITEC - IPAM, CCFD - Terre solidaire, Sherpa, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde (CADTM), Secours Catholique.

9. Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires

Déconstruisons les idées reçues sur les migrations : et si la mobilité des hommes était une des clés essentielles pour enrichir la planète ?

En France et en Europe, la relation entre migration et développement n'est traitée qu'en lien avec un objectif de gestion des flux migratoires, avec une tendance lourde vers des objectifs sécuritaires.

Cette vision partielle passe sous silence les relations durables de solidarité qui s'établissent entre les territoires grâce aux migrations. Elle ne reconnaît pas tout l'impact de ces migrations sur le développement des territoires d'origine comme de vie. Les actrices et acteurs non étatiques mobilisés - associations de ressortissants, ONG, collectivités locales – souhaitent faire connaître et reconnaître les pratiques et les impacts ici et là-bas.

Il s'agit de montrer une autre image de la migration, et de faire prendre conscience de l'apport de la mobilité pour le développement économique et social, dans l'interculturalité, la mise en réseau, l'interpellation des droits...

Nos organisations proposent un module de formation pour resituer la relation migration et développement sur un demi-siècle d'expériences menées à la fois ici en France, et là-bas, particulièrement en Afrique de l'Ouest et au Maghreb. Un témoignage italien apportera un autre point de vue européen.

-Déroulé :

Matinée 1 : Les migrant-es solidaires : quelles pratiques et quels modes d'organisation ici et là-bas ?

Matinée 2 : Les migrant-es, passeurs de solidarité entre acteurs et entre territoires

Matinée 3 : Analyse des politiques et des dispositifs publics actuels adressés aux migrations : mise en perspective avec nos pratiques.

-Organisé par : *Groupe de recherches et de réalisations pour le développement rural (GRDR), Enda Europe, Immigration Développement Démocratie (IDD) et Touiza Solidarité.*

10. Droits de l'homme et dignité : à chacun son rôle

A partir d'outils ludiques et participatifs, nous échangerons sur le rôle des entreprises, des États et des populations pour le respect des droits de l'Homme partout et pour tous.

En partant d'une illustration concrète sur le droit à l'alimentation, nous montrerons que tous les droits de l'Homme sont indivisibles : tout effort visant à promouvoir un droit doit tenir pleinement compte des autres.

De même, lorsque les entreprises violent le droit à la terre, elles violent également le droit à la santé, à l'alimentation, etc. des populations.

A partir d'outils ludiques et de témoignages, nous échangerons sur les mobilisations menées par les populations pour faire respecter leurs droits, et sur le rôle que doivent jouer les États pour que les droits de l'Homme soient respectés partout et pour tous.

-Organisé par : *Terre des Hommes France, CCFD - Terre Solidaire, Oxfam France Agir ici, Amnesty International, Afrique Verte.*

11. Lutter contre l'accaparement des terres : des mobilisations locales au renforcement du droit international

Face à l'augmentation du nombre de projets d'acquisitions massives de terres dans les pays du Sud, les femmes et les hommes du Sud et du Nord s'organisent pour défendre les agricultures familiales et paysannes.

Depuis la publication par l'ONG Grain du rapport « Main basse sur les terres agricoles » en octobre 2008, et l'effervescence née de l'annonce en novembre 2008 par Daewoo de son projet de location d'1,3 million d'hectares de terres à Madagascar, le phénomène des accaparements de terres fait

l'objet d'une attention inquiète de la part des populations du Sud et de tous les acteurs liés aux questions foncières.

Ce module sera l'occasion de fournir aux participants les informations essentielles concernant ce phénomène, qui a touché un grand nombre de partenaires des organisations de solidarité internationale ces dernières années et contre lequel ils se sont mobilisés.

A travers des études de cas et des présentations de partenaires du Kenya et de Madagascar mobilisés contre des accaparements de terres dans leur pays, ce module permettra de débattre des modalités d'action auxquelles nos partenaires et nos organisations peuvent faire appel pour faire face à ces accaparements massifs.

La dernière matinée sera l'occasion d'explorer les différentes formes de régulations qui peuvent permettre d'encadrer ces acquisitions de terre à grande échelle.

-Organisé par : *Peuples Solidaires - ActionAid, Agter, Artisans du Monde, CADTM, CCFD - Terre Solidaire, GRET.*

II. Les ateliers

➤ Ateliers du jeudi :

1. Regards croisés sur des stratégies différentes de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

L'atelier proposera une réflexion sur la nécessaire adaptation des méthodologies d'intervention des projets de solidarité internationale, en fonction des stratégies développées par les États et les populations en termes de sécurité alimentaire.

Les États d'Afrique de l'Ouest développent des politiques de sécurité alimentaire différentes qui, confrontées à des périodes de tension des marchés, crises successives depuis 2008 notamment, peuvent montrer leurs limites.

A partir des exemples opposés de deux pays frontaliers (soutien au marché céréalier local au Mali, importations et aide alimentaire en Mauritanie), Afrique Verte et le GRDR se proposent d'exposer deux types de stratégies d'intervention déployées pour contribuer à une meilleure sécurité alimentaire des populations locales.

L'animation se poursuivra par un échange sur la pertinence des projets de solidarité internationale pour sortir de la crise : bien-fondé des types interventions, atouts et contraintes des contextes nationaux et internationaux, points de blocages à lever...

-Intervenant(e)s :

- ▶ *Nicolas Lebeurier (Afrique Verte)*
- ▶ *Demba Mamadou Sow (GRDR, Sénégal Oriental)*

-Organisé par : Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR), Afrique Verte.

2. Commerce équitable : des formes multiples pour une sortie de crise globale

Comprendre comment le commerce équitable, sous ses différentes formes (Nord-Sud, Nord-Nord, Sud-Sud), apporte des réponses multiples pour une alternative concrète au commerce mondial libéralisé.

Le commerce équitable s'est construit sur les bases d'une relation de solidarité entre producteurs du Sud et consommateurs du Nord, comme réponse alternative aux inégalités générées par le commerce international libéral. Dans la même logique, et avec l'arrivée de nouveaux acteurs, de nouveaux partenariats et de nouvelles stratégies, des filières Nord-Nord et Sud-Sud se sont développés.

En quoi les démarches Nord-Sud sont-elles compatibles avec les démarches Nord-Nord et Sud-Sud ? Comment se pose la question de la relocalisation de l'économie à ces acteurs ? Quels sont les enjeux de chaque démarche ?

Nous proposerons aux participants, de réfléchir avec les intervenants, sur les différences, points communs, complémentarité ou opposition de ces démarches ? Voir en quoi elles permettent de sortir de la crise globale.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Aissa Mbow (ONG des villageois de Ndem, Sénégal)
- ▶ Lise Tregloze (Fédération Artisans du Monde)
- ▶ Pierre Adam (A-Freak-A)
- ▶ Hervé Le Gal (Ingalan)

Animation :

- ▶ David Erhart (Fédération Artisans du Monde)

-Organisé par: Artisans du Monde, A-Freak-A, Ingalan.

3. Femmes et hommes face à l'eau - quand la « gouvernance écologique » rencontre les enjeux sociaux : genre et eau

En partant du constat que les enjeux écologiques de l'accès à l'eau se croisent avec des enjeux sociaux - dont celui des inégalités entre femmes et hommes – cet atelier propose un échange et des exemples concrets sur le POURQUOI et le COMMENT de la prise en compte du genre dans des projets de solidarité internationale sur l'eau.

L'accès à l'eau en quantité et qualité suffisante étant un enjeu vital qui ne concerne pas une population homogène, mais des sous-groupes caractérisés – entre autres – par leur sexe : femmes et hommes ont des rôles distincts dans l'approvisionnement en eau, ne l'utilisent et ne la consomment pas nécessairement de la même manière et ont une implication très différente dans la gestion des infrastructures en eau.

Qu'est-ce que l'approche genre peut apporter à des projets sur l'eau ? En quoi un projet de l'eau peut contribuer à faire accéder les femmes et les hommes à plus de libertés ? Comment peut-on concrètement faire ?

Ces questions fondamentales demandent la prise en compte de divers points qui seront illustrés et discutés dans l'atelier, à titre d'exemple :

- ▶ accès des femmes et des hommes à des ressources foncières et en eau,
- ▶ partage des tâches concernant l'eau, l'agriculture, etc.
- ▶ mécanismes de transfert de savoirs
- ▶ processus de prise de décision au sein du ménage, des organisations locales et de la communauté

Intervenant(e)s :

- ▶ Yasmina Yakoubi (CREAD, Algérie)
- ▶ Rosanna Quagliariello (Mediterranean Agronomic Institute of Bari)
- ▶ Yamina Medouni (CREAD, Algérie)
- ▶ Christophe Brosse (PS-Eau)
- ▶ Catherine André (IATU Bordeaux 3)

Animation :

- ▶ Rosie Westerveld (Genre en Action)
- ▶ Elisabeth Hofmann (Genre en Action)

-Organisé par : Genre en Action, PS-Eau, Institut d'Aménagement de Tourisme et d'Urbanisme (Université de Bordeaux 3).

4. Pour un développement économique et social soutenable en Afrique : le rôle de la finance solidaire

Cet atelier explore les principes et les outils de la finance solidaire et présente l'impact que celle-ci peut avoir dans le développement économique et social en Afrique, à partir d'expériences de terrain concrètes.

Dans un contexte de crises multiples, alimentaire, financière, économique, la finance solidaire développe des mécanismes alternatifs pouvant faire figure de contre-modèle. En ayant pour principe premier de remettre l'Homme au cœur de l'économie et de la finance, elle offre des possibilités aux sympathisants de la solidarité internationale ou aux épargnants militants, au Nord, de placer une partie de leurs économies éthiquement dans des sociétés financières solidaires, afin de donner une utilité sociale à leur argent.

Plusieurs de ces sociétés sont engagées dans le financement de petites activités économiques créatrices d'emploi en Afrique, notamment par le biais de la microfinance. Elles visent à faire émerger des projets respectueux de l'environnement et des conditions de travail, générant un réel développement économique local. En Afrique, le financement de l'économie se fait de façon inégalitaire et ignorant les pauvres. Dans ce cadre, il est important que les militants d'ici puissent découvrir et s'appropriier des outils nouveaux permettant de contribuer de façon originale à la lutte contre la pauvreté.

Plan de l'atelier :

- ▶ La microfinance : mécanismes généraux, exemples, impact sur la pauvreté, limites.
- ▶ Témoignages : projets soutenus en Afrique par des acteurs de la finance solidaire.
- ▶ Épargner solidaire ICI pour appuyer ces actions de développement en Afrique : comment ça marche.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Amadou Abidina Ly (ADECO, Burkina Faso)
- ▶ Bassinatou Illa (COFIDES Nord-Sud)
- ▶ Pierre Cuche (SIAD)

-Organisé par : Service International d'Appui au Développement (SIAD), Coopérative Financière pour le Développement de l'Économie Solidaire Nord-Sud (COFIDES Nord-Sud), Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI).

5. Education au développement et à la solidarité internationale (EAD SI) et éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) en milieu scolaire : renforcer nos stratégies de plaidoyer et nos démarches éducatives

Croiser les réflexions des acteurs de l'Education au développement et à la solidarité internationale et celles de l'éducation à l'environnement vers un développement durable en termes de stratégie de plaidoyer à destination de l'Education nationale et en termes de pratiques pédagogiques en milieu scolaire.

Cet atelier se situe dans la continuité de plusieurs temps forts ayant rassemblé acteurs de l'EAD SI et acteurs de l'EEDD :

- ▶ Une journée EDUCASOL « EAD SI et EEDD : quels acteurs, quels enjeux, quels rapprochements ? » (octobre 2008), les Assises régionales de l' EEDD d'Ile de France (mars 2009),
- ▶ Les Assises nationales de l'EEDD à Caen (octobre 2009), le Forum des ressources pédagogiques d'Amiens (février 2010) et le Congrès annuel du Réseau Ecole et Nature à Metz (mars 2010).

Ces deux réseaux d'acteurs souhaitent poursuivre leurs réflexions et renforcer leur rapprochement dans le cadre de cet atelier.

Le milieu scolaire constitue un enjeu particulièrement fort :

- ▶ C'est le lieu de systématisation de l'EEDD ;
- ▶ Le bulletin officiel des instructions pédagogiques paraît chaque année et fait le lien entre l'EAD SI et l'EEDD ;
- ▶ De nombreux outils pédagogiques produits par des acteurs associatifs des deux milieux à destination des milieux scolaires sont disponibles.

Mais aussi une question commune :

- ▶ Comment acteurs de l'EAD SI et acteurs de l'EEDD peuvent travailler de façon cohérente dans le cadre des établissements scolaires ?

Cet atelier sera constitué de deux temps :

- ▶ Un temps concret d'échanges sur la démarche pédagogique autour d'un outil spécifique ;
- ▶ Un temps de réflexion sur les stratégies à mettre en place en direction du milieu scolaire.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Pascal Jeanne (CCFD - Terre solidaire)
- ▶ Roland Gérard (CFEEDD)
- ▶ Elisabeth Galano (Fédération Artisans du Monde)
- ▶ Karine Esteves (CCFD - Terre solidaire)

Animation :

- ▶ Erika Girault (Fédération Artisans du Monde)
- ▶ Laurence Rigollet (Plateforme EDUCASOL)
- ▶ Anne Kaboré (Plateforme EDUCASOL)

-Organisé par : la plateforme EDUCASOL, Artisans du Monde, CCDF - Terre Solidaire.

6. Les Biens mal acquis

Derrière le strass des grands corrompus, c'est bien la solidarité et la liberté des peuples à gérer leurs richesses qui sont en péril.

De trop nombreux dirigeants, notamment dans les pays en développement, placent leur enrichissement personnel avant celui de leur pays. Avec l'appui de banques et autres intermédiaires financiers, ils pillent les ressources de leur pays et dissimulent les avoirs volés dans les économies du Nord. C'est un frein sérieux au développement.

Depuis 2003, la Convention des Nations Unies contre la corruption (dite de Mérida) fait de la restitution des avoirs illicites un principe fondamental du droit international. Et pourtant, seule une infime part des avoirs détournés ont fait l'objet d'une restitution.

Comment expliquer ce grand écart entre promesses et réalité ? Quelles sont les recours possibles pour les États spoliés et, surtout, pour les populations victimes, qui sont les premières victimes de ces pillages ? Où en est « l'affaire BMA » visant le patrimoine en France des familles Bongo, Obiang Nguema et Sassou Nguesso ? Quelles pistes pour l'avenir ?

Telles sont quelques-unes des questions que veulent ici évoquer le CCFD-Terre solidaire, auteur du rapport « Biens Mal Acquis : A qui profite le crime ? » (Juin 2009) et Sherpa, à l'origine de la plainte à l'encontre des familles dirigeantes du Gabon, du Congo-Brazzaville et de la Guinée Equatoriale.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Marc Ona (Brainforest, Gabon)
- ▶ Gregory Mintsu Ngbwa (Transparancy international, Gabon)
- ▶ Claire Lucchini (Sherpa)
- ▶ Jean Merckaert (CCFD – Terre Solidaire)

-Organisé par: Sherpa, CCFD -Terre Solidaire, Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD).

7. La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (partie 1 : les enjeux)

A partir d'un échange d'expériences, l'atelier vise à montrer que, pour mieux répondre aux enjeux de la crise qui affecte les pays du Sud et du Nord, collectivités territoriales et associations de solidarité internationale ont intérêt à renouveler et approfondir leur partenariat.

Sur la base des enseignements d'un programme animé par l'AITEC et CUF, l'atelier a pour objectif d'aborder le partenariat entre associations de solidarité internationale et collectivités territoriales comme outil de réponse à la crise globale et multidimensionnelle.

Quelles articulations entre les actions de solidarité internationale des associations et celles des collectivités ? Comment mieux réfléchir et mieux agir ensemble et pour quelles finalités ? Comment un Agenda 21 local peut-il représenter un outil pour placer la solidarité internationale au cœur des finalités de développement durable de la collectivité ?

Cet échange se poursuivra le lendemain dans un second atelier dédié à l'une des concrétisations du partenariat associations / collectivités : la mise en réseau au niveau local des associations de solidarité internationale et des collectivités territoriales.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Antoinette Guhl (Equinoxe Conseil)
- ▶ Sarah Valin (AITEC - IPAM)
- ▶ Constance Koukoui ou Bertrand Gallet (CUF) (sous réserve)
- ▶ Ghazi Hidouci et/ou Fanny Simon (AITEC - IPAM) (sous réserve)

Animation : David Eloy (Altermondes)

-Organisé par : AITEC - IPAM, Cités Unies France, Altermondes, Cap Coopération, Conseil Régional d'Aquitaine.

8. Associations de solidarité internationale et organisations syndicales de salariés : quelles relations ONG-entreprises ?

A partir d'une analyse partagée du contexte, d'un accord sur leurs rôles respectifs vis-à-vis des entreprises, et du souhait de converger pour faire progresser la justice sociale et les droits pour toutes, les organisations membres du groupe de travail du CRID « ASI-Syndicats » ont rédigé un texte de position commun sur les relations ONG-entreprises qui sera présenté et discuté dans l'atelier.

Dans le cadre d'un groupe de travail actif depuis 2004, des ASI et syndicats de salariés ont élaboré une position commune sur les relations ONG-entreprises. Devant la puissance de l'économie et de la finance, affaiblie par la crise de la mondialisation libérale mais toujours aussi priorisée par les politiques publiques, les ASI et syndicats ont voulu :

- ▶ *partager leurs analyses du contexte et de la place de l'entreprise dans les sociétés,*
- ▶ *souligner la diversité des relations ONG entreprises,*
- ▶ *expliciter les rôles respectifs des ASI et des syndicats, au sein des entreprises comme à l'extérieur, pour faire progresser la justice sociale, garantir et étendre les droits pour toutes,*
- ▶ *faire des propositions pour la convergence de leurs options stratégiques dans les rapports avec les entreprises.*

L'atelier permettra de présenter le texte, de débattre de son contenu et d'étudier les suites à lui donner.

-Organisé par : CRID, CGT, Peuples Solidaires, Terre des Hommes, CFDT, Union syndicale Solidaires, en association avec les membres du « groupe de travail du CRID ASI-syndicats ».

9. Dix ans de processus des Forums sociaux mondiaux, et maintenant ?

Quelles questions et opportunités sont posées aujourd'hui au processus des Forums sociaux mondiaux pour faire face à la crise globale, pour construire cet autre monde ? Quels places et rôles des organisations, réseaux et mouvements en France, de l'échelon local au national, dans les

débats qui animent les acteurs de ce processus, au sein notamment du mouvement altermondialiste ?

Fin janvier 2010, le CRID participait au séminaire des 10 ans du processus FSM, à Porto Alegre, qui lançait ainsi la quarantaine d'initiatives de l'édition 2010 du Forum Social Mondial. Participation inattendue à ce séminaire (5000 personnes), débats très riches, ceci n'a pas empêché une fois de plus la plupart des médias et commentateurs d'annoncer « l'essoufflement » et « l'épuisement » du processus.

Pourtant, de plus en plus d'organisations, réseaux et mouvements n'ont cessé de s'impliquer dans ce processus depuis son lancement en 2001, à travers les événements mondiaux de Porto Alegre, Mumbai, Nairobi ou Belém, à travers des forums thématiques, régionaux mais aussi par le développement d'une dynamique au niveau local amplifiée par la semaine globale d'action de 2008 et l'opération « Belem étendu » (les Forums Sociaux Locaux sont une cinquantaine en France).

Espaces de débat et de construction d'alternatives, espaces d'une autre approche du débat politique basé sur l'horizontalité, l'auto-organisation et la diversité, quel peut et doit être l'avenir de ce processus ? Et comment pouvons-nous contribuer à construire cet avenir, dans nos organisations, et ensemble avec le CRID ?

-Intervenant(e)s :

- ▶ Vinod Raina (Alternatives International, Inde)
- ▶ Michel Warschawski (Alternativ Information Center, Israël)

-Organisé par : IPAM, CCFD-Terre Solidaire, Groupe Banyan, Attac, le Réseau de Facilitation des Forums Sociaux Locaux (FFSL), CRID

10. Le double enjeu du numérique : éducatif et écologique

Comprendre la nature des chamboulements des mondes numériques, créer les conditions d'une appropriation politique collective pour ne plus subir.

Le numérique chamboule une grande partie de nos façons de vivre, des rapports sociaux, des rapports de force et de pouvoir. Pour les promoteurs de cet atelier, les (r)évolutions du numérique méritent d'être traitées pour ce qu'elles sont : les meilleures des opportunités comme les pires des oppressions à venir. Une éducation politique au numérique est désormais nécessaire et possible. Nous vous proposons, après une introduction sur les enjeux de nous centrer sur des exemples de pratiques dont nous discuterons la valeur. Nous partagerons, lors de travaux en petits groupes, nos visions et nos portes d'entrée dans cet univers. En conclusion, nous analyserons si des initiatives collectives et mutualistes méritent d'être prises et si oui, lesquelles.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Julien Gautier (Ars Industrialis)
- ▶ Anthony Auffret (Petits Débrouillards)
- ▶ Cécile Cabantous (Ars Industrialis et Petits Débrouillards)
- ▶ Franck Mérat (Netoyens)
- ▶ Anne Flambard (Netoyens)
- ▶ Lionel Larqué (Association française des Petits débrouillards)

► *Fabricia Devignes (Enda-Europe)*

Cet atelier participe au processus du Forum Mondial Sciences et Démocratie.

-Organisé par : Association française de Petits débrouillards, Enda europe.

11. Acteurs et chercheurs : les nouvelles voies de la coopération. Exemples de la pêche, de l'éducation et du numérique

Le Forum mondial sciences et démocratie est née de l'idée qu'un dialogue politique permanent entre mouvements sociaux et acteurs de la recherche et du monde des sciences en général constituait un des éléments du renforcement stratégique de l'ensemble de nos organisations.

En effet, les questions que nos organisations ont à affronter sont désormais qualifiées de "complexes", "interdépendantes" ... Lutter contre le changement climatique, affronter l'érosion dramatique de la biodiversité ne sont pas des questions simples. Elles ne sont pour autant pas insolubles.

En revanche, tout tend à montrer que la "société civile" ne pourra affronter ces questions, être pertinente, utile à la société et influencer sur les décisions politiques que si son expertise s'accroît, que sa capacité à penser la complexité augmente également, que son désir de connaissance est articulée à une meilleure maturité de ses membres. L'acquisition de connaissances, la transmission de connaissances constitue dans nos organisations des enjeux absolument fondamentaux.

La puissance d'une partie des organisations du mouvement social d'autres horizons géographiques (Amérique du nord, Brésil, Angleterre, Allemagne...) réside précisément dans des lieux organisés, permanents, critiques mais féconds entre acteurs de terrain et acteurs de la recherche. Voire parfois dans la construction de lieux d'expertise indépendante.

On le perçoit de façon évidente dans le cas des actions "Changement climatique et justice sociale" : rien n'aurait été possible sans les travaux du GIEC, sans des relations régulières avec les acteurs de terrain, sans une intégration de nouveaux professionnels et militants dans nos réseaux, et sans l'émergence de nouveaux acteurs environnementaux depuis les années 1980 et 1990 qui entretiennent avec les questions techno-scientifiques des relations moins complexées.

Bien entendu, en France comme ailleurs, nous ne partons pas de rien et plusieurs initiatives tissent un nouvel horizon de relations stratégiques. Dont certaines sont déjà le fruit du Forum Mondial Sciences et Démocratie. D'autres acteurs majeurs de la Solidarité Internationale entament aujourd'hui une évolution difficile mais résolue en ce sens. Ils viendront partager avec nous leurs hypothèses, leurs expériences et leurs premiers travaux.

C'est à une discussion autour de quatre catégories d'exemples et de secteurs (l'éducation, la pêche, le numérique et "le plaidoyer"), très différents les uns des autres, que nous vous convions. Les questions sont de différents types :

► *En quoi les relations entre acteurs et chercheurs peuvent-elles renforcer nos organisations ?*

► *Quels types d'exemples pouvons-nous donner qui permettraient de comprendre ces relations, les rendre compréhensibles, ici et maintenant*

► À quelles difficultés, selon les types d'acteurs, ces volontés de coopérations/partenariats se confrontent-elles ?

Cet atelier participe au processus du Forum Mondial Sciences et Démocratie.

-Intervenant(e)s :

► Lionel Larqué (Association française des Petits débrouillards)

► Moussa Mbaye (Enda diapol, Sénégal)

-Organisé par : Association française des Petits débrouillards, CCFD, Petits débrouillard groupe 38, Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie (CRIDA), ATTAC, Ars Industrialis, Fondation Sciences Citoyennes.

Atelier 12 : Modes de consommation et de production alternatifs en réponse à la crise : les consommateurs ont le pouvoir

Cet atelier visera à décrypter les mécanismes mis en œuvre par la grande distribution (que cachent les petits prix ? quelles informations derrière une étiquette ?) et à identifier les moyens à la disposition des consommateurs pour peser sur les pratiques peu loyales des géants de la distribution.

Comment font Leclerc ou Auchan pour proposer des jeans à 12€ tout en conservant leurs marges ? Que cachent ces « petits prix » proposés par la grande distribution ? Que penser des produits « made in China » ? La course vers le bas est-elle inexorable ?

Telles sont les questions auxquelles cet atelier cherchera à répondre, à partir du témoignage d'un ancien travailleur des maquiladoras du Nicaragua et du décryptage des mécanismes mis en œuvre par les entreprises, dans un contexte de mondialisation débridée, pour produire à un coût toujours moindre. Avant d'identifier, dans un deuxième temps, notre responsabilité de consommateurs - citoyens et les moyens à notre disposition pour peser sur les pratiques peu loyales de ces géants.

-Intervenant(e)s :

► Juan Carlos Smith (JOC, Nicaragua)

► Martine Roy (CFDT)

► Thérèse Collinet (CCFD)

► Nayla Ajaltouni (Collectif Éthique sur l'étiquette)

-Organisé par : Collectif Ethique sur l'étiquette, CFDT.

13. Les Philippins à table : quels droits au menu ?

Échanges avec Bernardo D. Larin de l'organisation philippine Human Rights Information Center sur les méthodes et actions possibles pour faire respecter le droit à l'alimentation en impliquant la population.

À partir de l'expérience de la société civile philippine, cet atelier proposera aux participants de réfléchir aux actions qui pourraient être réalisées pour faire avancer le respect du droit à l'alimentation.

Bernardo D. Larin évoquera ce que signifie le droit à l'alimentation pour la population philippine, son interdépendance avec les autres droits, quelles actions sont mises en œuvre pour que ce droit soit effectif, et quelles démarches ont été menées par la société civile pour que la population philippine puisse se mobiliser (enquêtes participatives, élaboration d'indicateurs, lobbying et plaidoyer pour l'adoption de lois, etc.).

Cet atelier combinera des temps d'interventions – le partenaire philippin de Terre des Hommes France : l'organisation Philippine Human Rights Information Center (PhilRights) – et des temps plus interactifs autour de l'utilisation d'outils ludiques et participatifs proposés par Juristes-Solidarités.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Bernardo D. Larin (PhilRights, Philippines)
- ▶ Claire De Grave (Terre des Hommes)
- ▶ Anne-Laure Fages-Plantier (Juristes - Solidarités)

-Organisé par : Terre des Hommes France, Juristes Solidarités.

14. Engagement et compétences dans l'économie sociale et solidaire

Cet atelier cherche à questionner les enjeux d'une professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les différentes crises au niveau mondial ont des répercussions au niveau local. Face à ces évolutions, l'économie sociale et solidaire apparaît de plus en plus comme une alternative constructive d'une nouvelle économie. Cependant, cette économie sociale et solidaire, fondée sur des valeurs nécessite, pour être véritablement opérationnelle, des compétences.

Ses compétences sont-elles spécifiques au secteur de l'économie sociale et solidaire ? Quelles sont les compétences spécifiques, comment peuvent-elles s'acquérir, comment s'articulent-elles avec l'engagement militant sous-jacent à cette économie « hors normes » ?

Telles sont les questions qui seront abordées au cours de l'atelier par des militants et des praticiens de la formation, de l'économie sociale et solidaire et de la coopération internationale.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Eric Prédine (Saluterre)
- ▶ Ghislain Brégeot (IFAID Aquitaine)

-Organisé par : Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement Aquitaine (IFAID), Réseau des Écoles de Citoyens, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Aquitaine, Cap Coopération, Saluterre, CCAS.

15. Produire et se nourrir près de chez soi

Vers l'autosuffisance alimentaire : au Sud pour des populations vulnérables (exemples à Cuba et en RDC) et au Nord (exemple jardin collectif à Pessac) pour proposer une alternative à l'agro industrie, en favorisant des pratiques de production et d'autoproduction alimentaire dans une perspective durable.Regards croisés sur des pratiques de production agricole respectueuses de l'environnement.

Comment assurer l'alimentation de l'être humain tout en garantissant son autonomie économique et le respect de l'environnement ?

L'objectif recherché est de faire se rencontrer différents acteurs du Nord (France) et du Sud (RDC, Cuba) qui témoigneront de leur expérience dans la mise en place de processus d'appropriation des moyens de production par les populations locales dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, productive, économique, sans que leurs activités ne soient nuisibles à leur santé ni à leur environnement.

Cet atelier permettra de mettre en perspective ces pratiques de développement local durable avec la solidarité internationale.

-Intervenant(e)s :

- ▶ *Maria Caridad Cruz (Fondation Antonio Nuñez Jimenez La Nature et l'Homme, Cuba)*
- ▶ *Gloria Verges (FAL 33)*
- ▶ *Josyane Perez (Cœur Soleil)*

- ▶ *Thomas Saunier (Cœur Soleil)*

- ▶ *Dorothee Eisenbeis (Terre d'Adèles)*

- ▶ *Emmanuel André (Terre d'Adèles)*

- ▶ *Animation : Christophe Kenderian (FAL 33)*

-Organisé par : *France Amérique Latine 33, Terre d'Adèles, Cœur Soleil.*

16. Palestine : Droit international, éthique politique, solidarité citoyenne

Le droit international est censé s'imposer à tous et s'appliquer partout, mais quand la morale et la volonté politique, particulièrement en Palestine, font défaut, la société civile internationale doit exercer sa pleine solidarité pour mettre fin à la colonisation et pour que le peuple palestinien soit enfin maître de son destin.

Le Droit international relève à la fois de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, du Droit Humanitaire international (Conventions de Genève) et de la Charte des Nations-Unies.

Dans le cas de la Palestine, les Institutions internationales en charge de légiférer, de faire respecter les lois, ont manifestement échoué jusqu'à présent.. Alors quel est le devenir des principales procédures engagées à ce jour (CPI, Tribunal Russel,...) ?

Face à l'aggravation actuelle de la crise, les palestiniens ne doivent-ils compter que sur eux mêmes ?

Ou bien espérer dans une "opinion internationale" qui pourrait forcer les Institutions défailantes ? En ce cas, la société civile se doit de prendre des initiatives pour imposer le respect du Droit et doit engager des actions concrètes pour aider le peuple palestinien à gagner sa pleine souveraineté, sans ingérence et sans se substituer à son combat.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Maysa ZOROB (Al-Haq, Bruxelles) (sous réserve)
- ▶ Hocine Ouazraf (Tribunal Russell)

-Organisé par : Palestine 24, Palestine 33.

➤ **Ateliers du vendredi:**

17. Justice environnementale : quelles perspectives pour la solidarité internationale ?

Le "droit à vivre dans un environnement sain", consacré par plusieurs textes internationaux, passe par une "justice environnementale", indispensable à un développement socioéconomique des populations dans le respect de la nature.

Le modèle de développement productiviste, construit sur la prédation des ressources (comme l'eau) et la mise en concurrence des États, est la source des dégradations de l'environnement et des injustices sociales que nous connaissons à l'échelle de la planète et au sein de chaque pays.

Le "droit à vivre dans un environnement sain" consacré par plusieurs textes internationaux, passe par une "justice environnementale", indispensable à un développement socioéconomique des populations dans le respect de la nature. Personne ne doit supporter de façon disproportionnée le poids des conséquences environnementales négatives générées par le système économique.

Les responsabilités environnementales doivent donc être différenciées et donner lieu à des décisions politiques, fondées sur l'équité, pour réparer les dommages passés (la dette écologique que le Nord doit au Sud) et empêcher la réalisation de nouveaux.

-Intervenant(e)s :

- ▶ György Malovics (Védégylet, Hongrie)
- ▶ Nicolas Sersiron (CADTM)
- ▶ Sylvain Angerand (Les Amis de la Terre)
- ▶ David Blanchon (Gecko)

Animation : Amélie Canonne (AITEC - IPAM)

-Organisé par : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), AITEC – IPAM

18. Une économie équitable : clé d'accès aux libertés, pour TOUTES et pour tous ?

Une économie équitable et diversifiée, respectueuse de cultures différentes, des tous les êtres humains et de la nature, permet-elle – notamment aux femmes - d'augmenter la liberté d'expression, d'échanger, de militer ?

La féminisation de la pauvreté accrue révèle que les premières victimes de la mondialisation et de la libéralisation accélérée sont les femmes. Ceci est dû à des rapports sociaux marqués par des inégalités de genre qui renforcent celles de classe, d'origine ethnique...

L'économie équitable (EE), par sa proximité et sa territorialisation, par les valeurs prônant le respect de l'autre et de la nature, par son décloisonnement, permet de mettre en place des conditions qui vont accroître l'accès aux libertés.

- ▶ En quoi l'EE contribue-t-elle à l'empowerment des femmes ?

- ▶ *En quoi l'EE permet-elle d'acquérir davantage de libertés ?*
- ▶ *Quelles libertés pour qui ?*
- ▶ *Une EE pour/par des femmes ?*
- ▶ *Une économie équitable, clé pour accéder aux libertés ?*

Axes de débat :

- ▶ *En quoi l'économie équitable permet-elle d'accroître le niveau d'éducation, et la liberté d'information individuelle et collective ?*
- ▶ *La liberté de choix, la liberté d'agir et la liberté d'entreprendre sont-elles plus aisées dans une économie équitable ? La responsabilité du citoyen dans l'économie équitable implique-t-elle l'exercice de la liberté de choix ?*
- ▶ *La transmission de stéréotypes est un facteur de limitation de liberté d'expression. Une économie équitable et diversifiée, respectueuse de cultures différentes, des êtres humains et de la nature, permet-elle d'augmenter la liberté d'expression, d'échanger, la liberté de militer ?*

L'atelier se déroulerait en 3 temps :

- ▶ *État des lieux de la société actuelle/définition-recontextualisation des concepts et termes de l'économie équitable (système d'échanges respectueux des êtres humains et de la nature), le genre et les libertés (individuelles, collectives, fondamentales, droits humains ...);*
- ▶ *Face à un état des lieux inéquitable et liberticide, importance des résistances et des alternatives qui constituent en partie l'économie équitable ;*
- ▶ *A partir de 3 expériences d'acteurs, analyse transversale sous 3 angles de vue « genre, local et économie », de la liberté de choix/d'agir/d'entreprendre. Une attention particulière sera donnée aux facteurs (éducation, information, expression, échange, TIC, indépendance, ...) qui permettent un accès plus aisé à cette liberté ? Quelles pistes d'actions pour permettre l'émergence des ces facteurs positifs ?*

-Intervenant(e)s :

- ▶ *Sarata Bostal (PAOLINE, Burkina Faso)*
- ▶ *Michel Besson (Minga)*
- ▶ *Elisabeth Hofmann (Genre en Action)*
- ▶ *Rosie Westerveld (Genre en Action)*
- ▶ *Antoinette Guhl (Equinoxe Conseil)*

-Organisé par : Genre en Action, Minga, Equinoxe.

19. Europe et Amérique latine : problématiques contemporaines et propositions alternatives

Europe et Amérique latine : propositions et actions de la société civile face aux problématiques économiques, politiques, écologiques, sociales et culturelles latino-américaines actuelles.

La crise globale que le monde vit actuellement n'épargne pas l'Amérique latine. Tous les domaines sont touchés, aussi bien en terme économique et social que politique, écologique ou culturel. Aussi, l'intervention de TEJE et France Amérique latine sera un compte-rendu riche et précis des informations échangées au cours du forum des peuples Enlazando Alternativas.

Ce forum, qui s'est tenu du 14 au 18 avril 2010 à Madrid, a vu se réunir de nombreuses organisations, réseaux sociaux, syndicaux, forces politiques, associations aussi bien européennes que latino-américaines. A travers ce forum des peuples, FAL et TEJE, associations notamment consacrées à la solidarité internationale, constatent que face à cette crise, l'Amérique latine, en particulier la société civile, se veut comme une force majeure de propositions alternatives.

L'objectif de cet atelier sera de restituer à l'auditoire, d'une façon dynamique, les points clés qui ont été abordés lors de ce contre-sommet.

Dans un premier temps, nous montrerons quelles sont les problématiques socio-économiques, écologiques et humaines rencontrées par le continent latino-américain.

Le second mouvement de cet atelier mettra l'accent sur les diverses propositions et actions de solidarité pour s'attaquer à ces problématiques.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Viviana Viera (TEJE)
- ▶ Catherine Gegout (FAL)

-Organisé par : Travailler Ensemble Jeunes et Engagés (TEJE), France Amérique Latine.

20. Les enjeux écologiques : leviers de dynamisation de la solidarité internationale en régions

Les enjeux de la campagne « Une seule planète » en régions : une présentation sera faite sur la diversité des modes d'organisation des acteurs de la solidarité internationale et la spécificité des collectifs locaux et régionaux du CRID pour établir ce lien entre l'environnement et la solidarité internationale.

Les enjeux de la campagne « Une seule planète » en région, présentation sur la diversité des modes d'organisations des acteurs de la solidarité internationale et la spécificité des collectifs locaux et régionaux du CRID pour établir ce lien entre l'Environnement et la Solidarité internationale.

L'atelier se décomposera en trois temps :

- ▶ *Faire le lien entre les acteurs de l'environnement et de la solidarité internationale et exemples de bonnes pratiques en région*
- ▶ *Le rapport avec les collectivités territoriales : les différentes formes de partenariats possibles pour affirmer le lien entre la dimension de la solidarité internationale et celle de l'environnement*
- ▶ *De quelle façon peuvent s'établir des liens entre partenaires inter associatifs du nord et du sud ?*

-Intervenants :

- ▶ Marc Gustave (Petits Débrouillards Poitou-Charentes)
- ▶ Roland Gérard (École et Nature et CFEEDD)
- ▶ Cités Unies France (sous réserve)
- ▶ Abdourahamane H Maiga (Ingénieur Agronome)
- ▶ Guillaume Bertrand (Maison des Droits de l'Homme Limoges)

-Organisé par : Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes, Maison des Droits de l'Homme Limoges, Coordination des Associations de Solidarité Internationale Bretagne, Coordination des Associations de Solidarité Internationale Poitou-Charentes, Collectif d'Associations de Solidarité Internationale Basse-Normandie, Comité Départemental d'Education pour la Santé Marseille, Maison des Citoyen du Monde Nantes.

21. Les paradis fiscaux et judiciaires, trous noirs de la finance mondiale et de la solidarité citoyenne

Les paradis fiscaux et judiciaires, en organisant le contournement et l'affaiblissement de l'impôt et des lois au profit d'une minorité, minent la solidarité, la justice et la démocratie.

Au-delà du dumping fiscal qu'ils instaurent, les paradis fiscaux et judiciaires (PFJ) sont avant tout des centres opaques et non coopératifs dans lesquels se réfugient en premier lieu les multinationales, mais aussi les corrompus et le crime organisé pour blanchir l'argent sale.

Pour les pays en développement, l'enjeu dépasse de très loin les montants de l'aide au développement. Or, les engagements du G20 à Londres en avril 2009 ne suffisent pas.

Depuis quelques années, les organisations de la société se sont emparées de l'enjeu. Septembre 2009 : lancement par les ONG et syndicats en France de la campagne « Stop paradis fiscaux » avec un objectif : créer l'union sacrée contre les paradis fiscaux.

En ligne de mire : le G20 de 2011, en France. Quelles avancées ? Quelles perspectives politiques ? Quelle mobilisation ? C'est l'objet de l'atelier.

-ntervenant(e)s :

- ▶ Jean Merckaert (CCFD - Terre Solidaire)
- ▶ Maylis Labusquière (Oxfam France - Agir ici)
- ▶ Hugo Arias (Latindadd, Equateur)
- ▶ Carlos Bedoya (Latindadd, Pérou)

-Organisé par : CCFD - Terre Solidaire, Oxfam France Agir Ici

22. La réponse des territoires à la crise globale : associations et collectivités s'impliquent ensemble en solidarité internationale (partie 2 : les outils)

Durant cet atelier, nous nous interrogerons sur la pertinence des dispositifs de mise en réseau au niveau local des associations de solidarité internationale et des collectivités territoriales pour développer des projets répondant aux enjeux de la crise globale.

Il s'agira d'abord de présenter les réseaux régionaux multi-acteurs et leur rôle dans la création de synergies au niveau local.

En mutualisant les expériences et en capitalisant les informations et les ressources, ces réseaux contribuent au renforcement des capacités des différents acteurs du développement. Dans quelle mesure peuvent-ils favoriser l'émergence de projets pluri-acteurs répondant aux enjeux de la crise globale ?

L'atelier permettra aussi de faire un point sur les dispositifs de coopération décentralisée et d'appui aux acteurs locaux de la solidarité internationale mis en place par les collectivités territoriales. Les témoignages de représentants de collectivités de tailles variables permettront de nourrir le débat.

Afin d'apporter un regard extérieur, un chercheur de l'institut HEGOA (Bilbao) présentera l'expérience des acteurs de la coopération internationale au Pays basque espagnol.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Laurent Rey-Lescure (Conseil Régional d'Aquitaine)
- ▶ Gwenaëlle Rossignol (Horizons Solidaires)
- ▶ Kader Bekkar (Medcoop)
- ▶ Karine L'Hostis (Conseil régional de Bourgogne - représentant le groupe de travail Solidarité internationale de l'ARF)
- ▶ Emilie Castel (Conseil régional de Bourgogne - représentant le groupe de travail Solidarité internationale de l'ARF)
- ▶ Mélanie David (Conseil régional de Bourgogne - représentant le groupe de travail Solidarité internationale de l'ARF)
- ▶ Guillaume Labordie (Conseil Général de Gironde)
- ▶ Michel Bastida (Ville de Martignas-sur-Jalle)

-Organisé par : Cap Coopération, Conseil Régional d'Aquitaine, AITEC - IPAM, Cités Unies France, Assemblée des Régions de France.

23. En route vers le Forum social mondial de Dakar 2011

Le monde change... et nous ? Dialogue avec le Mouvement de l'Économie Solidaire sur les enjeux des luttes pour une démocratisation des sociétés, du Nord et Sud.

En Janvier 2011, le Forum Social Mondial revient en Afrique, après son expérience de Bamako en 2006, puis de Nairobi en 2007. Entre temps, le contexte mondial a fortement changé, avec une crise sans précédent du système néolibéral dont les conséquences dramatiques en Afrique ces dernières décennies n'est plus à démontrer : plans d'ajustements structurels imposés, spécialisation des économies vers l'exportation, mise en péril des services publics, pillage des ressources, évasion fiscale organisée, soutien à des régimes autoritaires, pour n'en citer que quelques uns.

Du FSM de Belém à celui de Dakar, comment les organisations et réseaux de la société civile française envisagent-ils de s'impliquer dans ce rendez-vous important ? L'atelier cherchera à permettre un débat de ces acteurs, de leurs partenaires, notamment africains, des réseaux locaux partout en France pour préparer cette étape, renforcer le processus du FSM comme espace pertinent d'élaboration d'alternatives face à la crise.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Taoufik Ben Abdallah (Forum Social Africain, Sénégal)

► Moustapha Fall (GIE Migrants de Mbour, Sénégal)

-Organisé par : CCFD – Terre Solidaire, Peuples Solidaires, Secours catholique, Mouvement de la paix.

24. Les biens communs de la connaissance

La théorie des biens communs considère les activités humaines qui sont partagées par des communautés.

On doit les observer sous deux angles. Ce sont des ressources accessibles (common pool resources), et dans ce cadre, le numérique permet une extension de la sphère du partage. Ce sont aussi des ressources qui doivent être construites, maintenues, et dont les communautés productrices doivent être reconnues.

C'est une approche des communs comme forme de gouvernance.

Ces deux versants de la théorie des biens communs s'appliquent particulièrement aux communs de la connaissance. Le savoir est fait pour être partagée, mais la capacité des communautés scientifiques à produire ces savoirs nécessite une approche réfléchie : empêcher les main mise sur le travail collectif, garantir l'expansion de la connaissance et de l'éducation sont des éléments d'une nouvelle approche politique de la recherche scientifique, qui doit résister au modèle actuel de brevetage et de propriétérisation du savoir et des informations.

Cet atelier participe au processus du Forum Mondial Sciences et Démocratie.

-Organisé par : Vecam, Association française des Petits débrouillards, ATTAC, Créative commons, Survie.

25. Comment passer d'une société du « beaucoup avoir » à celle du « bien vivre » ?

Pour passer d'une société du « beaucoup avoir » à celle du « mieux vivre », il est indispensable de créer des outils capables de mesurer « ce qui compte vraiment », au détriment des indicateurs classiques type PIB, qui valorisent les causes profondes de la crise.

La multiplicité des crises actuelles, conséquence du modèle libéral dominant basé sur les notions de « croissance » et de « progrès » sans fin, interroge les acteurs de la société civile et les responsables politiques sur la viabilité de nos modèles de société. A travers cet atelier, il s'agit de revisiter ces notions à partir de la reconsidération du concept de « richesse » et de « pauvreté » des peuples. L'actuel modèle mesure le progrès des nations sur la base de la croissance économique à travers la mesure du Produit intérieur brut. Cependant, cet outil reste complètement aveugle aux facteurs environnementaux, à la culture, aux richesses non monétaires des peuples etc.

La construction d'une nouvelle conception de « progrès » implique la prise en compte d'aspects ignorés par la course à la croissance. Des indicateurs locaux, qui fixent des objectifs de développement soutenable et prennent en compte les dimensions sociales et environnementales, sont nécessaires et possibles. Multiples sont les exemples en France et à l'étranger qui peuvent témoigner de cette volonté.

Il s'agit d'une transformation profonde, au-delà des seuls décideurs, qui doit inclure avant tout les citoyens grâce à une participation large et informée. Cette nouvelle conception du progrès doit être repensée de façon collective, et non pas par un groupe d'experts isolés et déconnecté des réalités.

-Intervenant(e)s :

- ▶ André Abreu ou Rodrigue Olavarria (France Libertés)
- ▶ Jean Gadrey (FAIR) (sous réserve)
- ▶ Patrick Viveret (Collectif Richesses) (sous réserve)

-Organisé par : France Libertés, Collectif Richesses, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR).

26. Alternatives alimentaires locales

Réappropriation des ressources naturelles locales, des plantes, au service du développement initié par les populations.

Il existe dans chaque pays des espèces végétales sous utilisées et pouvant apporter un meilleur équilibre alimentaire. Nous illustrerons notre propos par des témoignages d'expériences d'associations qui ont mis en place des projets pour favoriser un meilleur équilibre alimentaire en utilisant des plantes telles que la spiruline, le moringa, la banane plantain ou encore le neem (végétal utilisé dans certains traitements : paludisme).

Dans cette perspective, l'objectif est d'impulser une réflexion plus que de donner des solutions bien souvent non transposables. Nous chercherons également à faciliter des mises en réseau d'associations voulant s'impliquer dans cette démarche.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Bodassombé Albert Kaboré (Wend Kuni de Sabou, Burkina Faso)
- ▶ Michèle Serrand (Homéopathes sans frontières)

-Organisé par : Les Amis de Sabou, RADSI 64, Synergies pour un enfant, CCFD64, Tadhelt, Wa Iba, Liwanda, Homéopathes sans frontières.

27. Les liens de Solidarité avec les mouvements de défense de la démocratie en Afrique

Certaines organisations de sociétés civiles africaines interviennent de plus en plus dans le domaine de la défense de la démocratie. Coups d'État, confiscations d'élections, répressions des opposants et des défenseurs de droits de l'homme...même si ces pratiques subsistent, des stratégies ont été mises en place pour les faire échouer, cet atelier nous offre l'opportunité de revenir sur ces expériences.

L'objectif de cet atelier est de réaliser une typologie des formes de résistances à tous les types d'entraves à la démocratie menées par les organisations africaines et leurs militants dans leurs pays.

La typologie des résistances inclura les réactions des pouvoirs politiques locaux (répressions ou inflexions) et internationaux, ainsi que les réactions des organisations partenaires du Nord.

Les évolutions constatées dans certains pays africains doivent conduire les participants à l'atelier à s'interroger sur les difficultés rencontrées en France pour ouvrir des débats sur le contrôle citoyen et parlementaire sur les orientations de la démocratie française, particulièrement sur les choix faits dans

le cadre de la politique de la France en Afrique. L'atelier sera construit et animé par des représentants d'organisations africaines et françaises.

Intervenant(e)s :

► Marc Ona Essangui (Brainforest, Gabon)

-Organisé par : Plateforme Citoyenne France Afrique - Survie, Secours Catholique, CCFD, ACAT, Oxfam, Mouvement de la Paix, Réseau foi et justice, Peuples Solidaires, Cedetim

28. La Culture de Paix comme approche de la solidarité internationale

Comment les huit points de la culture de paix et leur mise en œuvre sont des outils indispensables pour développer une solidarité internationale de sortie de crise.

Peut-on avoir une politique écologique, de justice sociale, de défense des libertés sans poser la question de la paix et du désarmement dans le monde, sans promouvoir une véritable « culture de paix » opposée à cette « culture de guerre » qui impose depuis des millénaires la loi du plus fort.

Cet atelier aura pour but de montrer que la solidarité internationale et la sortie de crise se fera aussi par l'appropriation des 8 points de la culture de la paix définie par les Nations Unis. Nous illustrerons à travers d'exemples, les sources de conflits, la responsabilité des états dans la non application de ces principes (handicapé particulièrement par le poids des budgets militaires), mais aussi leurs résolutions et aborderons la nécessité d'institutions internationales fortes et démocratiques.

Intervenant(e)s :

► Arielle Denis (Le Mouvement de la Paix)

► Raoul Alonso (Association Internationale des Éducateurs à la Paix)

► Gérard Halie (Le Mouvement de la paix)

-Organisé par : Le Mouvement de la Paix, Association Internationale des Éducateurs à la Paix (AIEP), Institut de Documentation et de Recherche pour la Paix

29. Pour des audits de la dette du Nord et du Sud

Au Nord comme au Sud, la dette est un mécanisme de transfert des richesses produites par les travailleurs et les petits producteurs vers les couches les plus favorisées et qui se traduit par des coupes drastiques dans les budgets sociaux.

Le mécanisme de domination politique et économique au Sud par le levier de la dette trouve son parallèle au Nord du fait de la crise. Les banques sont doublement responsables de l'augmentation vertigineuse de la dette au Nord.

D'une part, avec leurs investissements dans les produits dérivés et les subprimes qui ont débouché sur la crise globale et d'autre part, leur sauvetage par les États a entraîné un endettement massif des États. Résultat : les politiques antisociales assorties de tentatives de privatisation des entreprises publiques sont réactivées.

On retrouve l'exact schéma de l'ajustement structurel mais cette fois au Nord. Le remboursement des intérêts et du capital pèse déjà lourdement sur le budget des États riches, en France en particulier. En

1980, au moment de la crise de la dette du Sud, c'est le FMI qui avait sauvé les banques privées, aujourd'hui c'est le contribuable du Nord.

Dans les 2 cas c'est ce dernier qui rembourse la dette. Pas coupable mais responsable le citoyen, drôle de démocratie !!!

Intervenant(e)s :

► Pascal Franchet (CADTM)

► Abdul Khalid (CADTM, Pakistan)

► Sophie Perchellet (CADTM)

► Julie Duchatel (CETIM, Suisse)

► Fatima Zahra El Belghiti (ATTAC, Maroc)

-Organisé par : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM), Centre Europe – Tiers Monde (CETIM).

30. Palestine : les moyens de la solidarité internationale

Israël / Palestine : la crise au Moyen Orient ne peut trouver sa solution sans l'expression forte de la solidarité internationale. La nécessité de sanctions, l'arme du désinvestissement, la question du boycott doivent être discutés et approfondis.

Aujourd'hui, le peuple palestinien subit la fuite en avant du gouvernement israélien : poursuite de la construction du Mur, de la colonisation et de l'annexion de Jérusalem-Est, du blocus de la bande de Gaza... Le gouvernement israélien ignore les décisions de la Cour internationale de Justice, les résolutions de l'ONU, le rapport Goldstone.

A l'instar de ce qui avait été fait pour l'Afrique du Sud de l'apartheid, et à l'appel de la société civile palestinienne, de nombreuses organisations s'engagent de diverses façons dans la campagne pour le Boycott, le Désinvestissement, les Sanctions.

Dans cet atelier, nous étudierons le « pourquoi » : en quoi la législation et la politique israélienne justifient, y compris du point de vue du droit, des mesures de rétorsion.

Et nous discuterons le « comment » : campagne contre la coopération en matière d'armements ; mobilisation contre l'installation à Sète (ou ailleurs) de la plateforme d'importation en Europe de la société Agrexco-Carmel ; actions d'information des consommateurs sur les produits des colonies, Tribunal Russell sur la Palestine...

Intervenant(e)s :

► Michel Warschawski (Alternativ Information Center, Israël)

► Mireille Fanon-Mendes France (UJFP)

► Patrice Bouveret (Observatoire des Armements/Plateforme des ONG françaises pour la Palestine)

► Une représentante CCIPPP (campagne Agrexco)

-Organisé par : Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Plateforme des ONG pour la Palestine, Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP).

31. Les semences paysannes, une volonté et des expériences à partager au Sud et au Nord

Les Paysans au Nord et au Sud, s'organisent pour protéger la biodiversité des variétés de Pays, produire et améliorer eux-mêmes leurs semences. Deux Organisations professionnelles : BIO D'AQUITAINE et l'Union des Producteurs de Zogbodomey en République du Bénin (UCP-Z) témoignent de leurs initiatives, et débattent autour de l'enjeu de la réappropriation des déterminant pour le maintien d'une agriculture familiale autonome, responsable, et contribuant à l'autosuffisance alimentaire.

Les politiques libérales de dérégulation prônées par la Banque Mondiale et l'intérêt soudain des groupes financiers internationaux pour les marchés des matières premières, ont eu des conséquences catastrophiques sur les importations des PED, causant au printemps 2008, une grave crise alimentaire marquée par des émeutes de la faim dans de nombreux pays du Sud.

En réponse, et avec l'appui des « bailleurs » internationaux, de nombreux programmes d'urgence ou de sécurité alimentaire ont vu le jour, distribuant ou subventionnant sans discernement l'accès aux moyens de production (engrais, semences, mécanisation...), mais aussi avec des résultats encourageants sur l'augmentation de la production vivrière.

Dans ce contexte globalement favorable au développement agricole : quelle est la place et les risques pour l'agriculture familiale entre une nécessaire intensification des moyens de production, et des réponses et modèles trop souvent importés du Nord et imposés aux paysans ?

Des initiatives paysannes locales existent au Nord, mais aussi au Sud, redonnant aux paysans un rôle central comme « propriétaires et acteurs de leur développement. C'est le cas des ateliers de production de semences paysannes visant à permettre aux producteurs de se réapproprier les schémas de sélection et choisir les variétés qu'ils souhaitent produire/conserver.

L'atelier propose de mettre en lumière le partenariat de paysan à paysan initié, entre l'UCP Zogbodome, et BIO D'Aquitaine autour de la production et la sélection de semences paysannes.

Au-delà de l'échange d'expériences et du partage de techniques communes, quels sont les objectifs poursuivis par ces agriculteurs engagés ? Sont-ils les mêmes au Nord et au Sud ? Quels enseignements tirer de la collaboration entre ces 2 organisations paysannes ? Un même modèle d'agriculture au Nord et au Sud est il possible ou souhaitable ? Quelles alliances paysannes sont à développer pour une souveraineté alimentaire mondiale ?

La participation du coordonnateur du GRDR Bakel/Matam qui a également un programme d'appui à la production de semences permettra de partager d'autres initiatives au Mali et en Mauritanie.

-Intervenant(e)s :

- ▶ Lionel GUEZODJE (UCP-Zogbodome, Bénin)
- ▶ Bertrand LASSAIGNE (BIO d'aquitaine)
- ▶ Demba Sow (GRDR Bakel, Matam)
- ▶ Jacques Ravail (AFDI aquitaine)

-Organisé par : AFDI Aquitaine, AgroBio Périgord, Bio d'Aquitaine.

32. Le monde change... et nous ? Dialogue avec le Mouvement de l'Économie Solidaire sur les enjeux des luttes pour une démocratisation des sociétés, du Nord et Sud

Comment penser le monde qui vient ? Échanges avec des militants et chercheurs de l'économie solidaire.

Les échanges au sein de l'atelier seront organisés autour de deux axes de réflexion pour penser des approches nouvelles de la solidarité, et nous inviterons des représentants du mouvement de l'économie solidaire à contribuer à nos réflexions :

Quelles pistes pour des formes nouvelles d'organisation des ASI ? Certaines réalités interrogent nos fonctionnements habituels : le vieillissement des adhérents, la réticence des jeunes à entrer dans la plupart de nos associations traditionnelles, la professionnalisation, la baisse tendancielle des subventions publiques qui hypothèque l'équilibre des budgets.. Doit-on penser qu'il s'agit-là d'une évolution culturelle qui met en danger l'avenir de nos organisations ? Ne conviendrait-il pas d'imaginer des formes de gouvernance, de financement et de management qui répondent aux exigences du temps présent.

Quels nouveaux modes et champs d'action de solidarité ici et dans le monde ? La crise n'est pas seulement un problème financier. Nous sentons plus ou moins confusément que nous vivons un changement des relations à nous-mêmes, aux autres et au monde.

Mais comment penser notre être au monde, notre rapport au savoir, notre conception du travail, notre vision de l'avenir dans ce monde nouveau ? Comment inventer une éthique des relations à la nature, cette Maison commune quand les humains n'en sont plus seulement les habitants, mais en sont des parties ? Comment appréhender la mutation qui métamorphose notre univers mental et matériel ?

Cet atelier participe au processus du Forum Mondial Sciences et Démocratie.

-Intervenant(e)s :

- ▶ *Bruno Lasnier (MES)*
- ▶ *Lionel Larqué (AFPD)*
- ▶ *Jean Louis Laville (CRIDA)*
- ▶ *Laetitia million (ARDES)*
- ▶ *Hervé Bernard (CITIM)*

-Organisé par : *CITIM/CODASI Basse-Normandie, Mouvement de l'économie solidaire, Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie, Association française des Petits débrouillards, Association Régionale pour le développement de l'Économie Solidaire Basse-Normandie, chercheurs et acteurs du Forum Mondial Science et Démocratie.*